CC

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 48.642/2/V
48.643/2/V
48.644/2/V
DU 26 AOÛT 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 30 juillet 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur :

- un projet d'arrêté royal "relatif aux spécifications techniques des éthylotests antidémarrage visés à l'article 61*sexies* de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière" (48.642/2V);

- un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire" (48.643/2/V);

- un projet d'arrêté royal "relatif au programme d'encadrement pour l'éthylotest antidémarrage" (48.644/2/V),

a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les projets appellent les observations ci-après.

Observations communes aux trois projets

Observation préalable

La section de législation recommande à l'auteur des projets de prendre contact préalablement à l'adoption des arrêtés en projet, avec les services compétents de la Commission européenne pour vérifier si les activités que le projet entend soumettre à un agrément ou à tout le moins les activités des centres de services entrent dans le champ d'application des articles 49 et suivants et 56 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, et de la directive 2006/123/CE du Parlement et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

C'est sous réserve de cette observation qu'il est procédé à l'examen des trois arrêtés en projet.

Formalités préalables

1. Il revient à l'auteur des projets de veiller au bon accomplissement de la formalité préalable d'association prévue par l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Si l'association des gouvernements de régions à l'élaboration des projets examinés devait aboutir à modifier ces derniers sur un point substantiel, il reviendrait, en outre, à leur auteur de les soumettre à nouveau à l'avis de la section de législation [(1)].

2. L'auteur des projets veillera également à recueillir les avis des Inspecteurs des Finances et l'accord du Secrétaire d'État au Budget dans les dossiers faisant l'objet des demandes d'avis 48.642/2/V et 48.644/2/V.

Examen du projet faisant l'objet de la demande d'avis 48.642/2/V

Préambule

Alinéa 2

À l'alinéa 2 du préambule il y a lieu de viser les dispositions suivantes de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure qui servent de fondement à l'arrêté en projet : il s'agit de l'article 12, § 4, l'article 15, § 2, l'article 21, l'article 22, §§ 1, 2, et 3, et l'article 30, §§ 1, 2, et 3, et 5, 1/.

(1) Voir, dans le même sens, l'avis 45.848/4 donné le 16 février 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 mai 2009 modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E.

Alinéa 3

Priée d'expliquer pourquoi l'arrêté royal du 20 décembre 1972 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant des modalités d'application du chapitre II de cette loi, relatif aux instrument de mesure, est visé au préambule du projet, la déléguée du secrétaire d'État a répondu que cet arrêté ne procure pas de base juridique au projet et qu'il n'est pas modifié par celui-ci. Ainsi qu'en a convenu la déléguée, cet arrêté, qui ne s'applique que dans la mesure où l'arrêté en projet n'y déroge pas, ne doit pas être mentionné sous la forme d'un visa mais peut l'être sous la forme d'un considérant.

Alinéa 8

L'avis de la Commission de la protection de la vie privée n'étant pas une formalité obligatoire, cet avis peut également être cité sous la forme d'un considérant [(2)].

Observations générales

Plusieurs dispositions du projet se réfèrent à des règles normalisées, telles que les normes NBN ou, par la mention qui en est faite dans la Recommandation du 21 décembre 1999 de la Commission européenne sur les systèmes efficaces d'information et de communication embarqués dans les véhicules et garantissant une sécurité optimale : déclaration de principes européenne concernant l'interface homme/machine, à laquelle l'article 4 renvoie, à des normes ISO.

Ces normes ne font pas l'objet d'une publication officielle, ce qui, dès lors qu'elles sont rendues obligatoires par le projet, n'est pas compatible avec l'article 190 de la Constitution.

---

(2) Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 35.

Ainsi que le Conseil d'État l'a déjà exprimé, il convient toutefois d'être

"conscient de ce que l'application rigoureuse de ces règles issues de la législation belge peut révéler le caractère inapproprié et peu réaliste de ces dernières et conduire à des impasses. Au titre de seul exemple, le droit international des transports, notamment des transports aériens révèle une efflorescence de règlements supranationaux, fréquemment modifiés, s'imposant non seulement aux États mais aussi aux opérateurs et à d'autres sujets de droit, pour lesquels une information adéquate est bien entendu indispensable mais une publication selon les standards du droit belge actuel très peu réaliste [...]" (3).

Sur cette difficulté, le Conseil d'État a également émis les réflexions suivantes :

"À l'heure où les techniques de l'information permettent d'assurer un accès sécurisé aux données, spécialement par la voie de l'internet, il est suggéré aux autorités publiques d'entamer une réflexion sur la mise en oeuvre d'une adaptation des dispositions législatives relatives à la publication des normes obligatoires en Belgique, en manière telle qu'en tout cas les normes de droit dérivé d'organisations internationales, spécialement celles, particulièrement longues, qui ont un caractère technique et qui sont sujettes à de fréquentes modifications, puissent donner lieu à un accès autre que celui organisé et imposé par la législation actuelle [...], même si les exigences linguistiques de la législation actuelle n'ont pas d'équivalent au niveau supranational (4) (5).

Sous la réserve des résultats de l'étude à laquelle il serait opportun de procéder, les difficultés de pareille législation consisteront notamment à délimiter les cas dans lesquels pareil accès serait autorisé, à s'assurer que les cas d'accès ainsi autorisé seraient clairement identifiés et à sécuriser cet accès.

---

(3) C.E., rapport annuel, 2005-2006, n/ 20, www.raadvst-consetat.be, onglets "L'institution" et "Rapports annuels".

(4) *Note 16 dans le rapport cité* : Bien souvent, ces normes techniques ne sont rédigées qu'en langue anglaise.

(5) *Note 17 dans le rapport cité* : Pour un exemple de difficultés liées à la référence à un concept déduit d'une convention internationale n'ayant pas d'existence dans l'une des langues du Royaume, C.E. (réf.), n.v. Heli Service Belgium, n/ 145.819, 10 juin 2005.

> Il serait opportun qu'à l'occasion de cette réflexion, d'autres difficultés liées à l'accessibilité à certaines normes fassent l'objet d'un examen, par exemple lorsqu'il est renvoyé à des normes techniques comme les normes ISO, les normes NBN ou d'autres normes élaborées par des groupements d'opérateurs privés, la question présentant d'autant plus d'acuité que l'accès au détail de ces normes requiert souvent un paiement. [...]" (6).

Dispositif

Article 2

1. Tel que l'alinéa 2 est rédigé, il donne à penser que seule l'importation d'éthylotests antidémarrage en provenance des États cités dans cette disposition est autorisée.

Invitée à préciser si l'exclusion des importations en provenance d'autres États ne pose pas de problème au regard des conventions internationales en vigueur, la déléguée du secrétaire d'État a répondu comme suit :

> "Selon le Service Métrologie du SPF Économie, on n'exclut aucun produit, pour autant que ce produit satisfasse aux prescriptions européennes ou équivalentes".

L'auteur du projet veillera à adapter la rédaction de l'alinéa 2 à l'intention ainsi exprimée.

La présente observation vaut également pour les articles 5, § 1er et 6, alinéa 1er, a), du projet.

2. Invitée à préciser si le nouveau test, effectué "au hasard, dans un intervalle de 15 à 45 minutes", ainsi qu'il est prévu à l'article 2, alinéa 2, 4/, n'a lieu qu'une seule fois, ou s'il a lieu de manière répétée pendant toute la durée de la conduite, la déléguée du secrétaire d'État a confirmé que le test serait effectivement répété pendant toute la durée de la conduite. Cette précision doit figurer dans la disposition en question.

---

(6) Rapport précité, n/ 20.

Article 3

Invitée à préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par "approbation de modèle d'effet limité", au sens de l'article 3, alinéa 1er, deuxième phrase, la déléguée du secrétaire d'État a renvoyé à l'article 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1972, précité. Il serait judicieux de préciser, dans la deuxième phrase de l'article 3, alinéa 1er, que les termes "modèle d'effet limité", sont à entendre au sens de l'article 5.2. de l'arrêté royal du 20 décembre 1972, précité.

Article 4

La Recommandation de la Commission du 21 décembre 1999 précitée ne constitue pas un acte de droit communautaire directement applicable dans l'ordre juridique interne. Il s'ensuit que les dispositions auxquelles se réfère l'article 4 doivent être reproduite dans un instrument de droit interne, par exemple en annexe au projet et l'article 4 être adapté en conséquence.

Article 5

1. Invitée à expliquer si le mot "il", figurant dans le membre de phrase "pour autant qu'il soit établi dans un État membre", désigne le fabricant ou "son mandataire ou tout demandeur", la déléguée du secrétaire d'État a indiqué que la deuxième interprétation doit être retenue.

Il est souhaitable de préciser la disposition en ce sens.

2. À la question de savoir quel "rapport de test" est visé à l'article 5, § 2, alinéa 1er, la déléguée du secrétaire d'État a indiqué qu'il s'agit des rapports établis à la suite des essais préalables d'approbation de modèles mentionnés à l'article 5, § 1er, alinéa 2, et à l'article 6, du projet. Cette précision doit figurer dans le texte.

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, dans la version française du texte, il y a lieu d'insérer, entre les mots "permettre de vérifier et ajuster l'appareil en" et le mot "laboratoire", le mot "mode".

Article 6

1. Ainsi qu'en a convenu la déléguée du secrétaire d'État, il serait utile d'insérer, à l'alinéa 1er, entre les points a) et b), le mot "ou".

2. Invitée à préciser si l'organisme visé à l'article 6, alinéa 1er, b), doit toujours être une autorité nationale, la déléguée du secrétaire d'État a répondu comme suit :

> "L'organisme peut être une autorité nationale (mais pas obligatoirement), mais il faut toujours que ce soit un laboratoire accrédité (donc reconnu dans l'État même ou dans un autre État)".

La disposition en cause doit être précisée en ce sens.

3. Interrogée sur la question de savoir quelle autorité procède à la vérification mentionnée à l'article 6, alinéa 2, la déléguée du secrétaire d'État a précisé qu'il s'agit du Service Métrologie, en vertu de l'article 5, § 1er. Cette précision serait utilement insérée dans le texte.

La déléguée a également convenu de la nécessité de préciser que la vérification mentionnée ne concerne que les organismes visés à l'article 6, alinéa 1er, a).

Article 7

Dans la version française, il est préférable d'écrire : "L'organisme transmet au Service Métrologique les résultats des essais préalables d'approbation de modèle ainsi que les trois exemplaires de la documentation".

Dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire "De instelling" au lieu de "Het organisme". Cette observation vaut pour toutes les dispositions du projet.

Article 11

Après les mots "Les essais de vérification primitive et périodique et de contrôle technique", il serait utile d'insérer les mots "au sens respectivement des articles 18, 19 et 21 de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure".

Article 15

À l'alinéa 3, il convient de préciser que l'organisme d'encadrement est l'organisme visé à l'article 4 du projet d'arrêté royal relatif au programme d'encadrement pour l'éthylotest antidémarrage, sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 48.644/2/V. La déléguée du secrétaire d'État a indiqué que cette précision serait ajoutée dans le texte.

Intitulé du chapitre 4

Dans la version française de l'intitulé du Chapitre 4, au lieu d'écrire "Test de procédure", il convient d'écrire "Procédure de test". Dans la version néerlandaise de l'intitulé du Chapitre 4, il y a lieu d'écrire "Testprocedure die door de veroordeelde moet worden gevolgd".

Article 17

1. Mieux vaut utiliser les mots "mode d'emploi" déjà utilisés à l'article 4, alinéa 2 du projet, plutôt que les mots "guide de l'utilisateur".

2. Au lieu d'écrire "doit tenir compte de ce qui suit", il vaut mieux écrire "est tenue de respecter la procédure décrite dans le présent chapitre".

Intitulé à insérer

Entre les articles 21 et 22, il convient d'insérer un intitulé nouveau, libellé comme suit : "Chapitre 5 - Dispositions finales".

Article 22

L'article 22 sera rédigé comme suit :

"Le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a l'Économie dans ses attributions et le ministre qui a la circulation routière dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté." (7)

Annexe 1

L'attention de la déléguée du secrétaire d'État a été attirée sur ce que le point 3.2.2, alinéa 2, aux termes duquel "Les embouts doivent être changés à chaque mesurage", est en contradiction avec l'article 18, deuxième phrase, du dispositif, qui autorise sous certaines conditions la réutilisation de l'embout.

(7) *Ibid.*, recommandation n/ 167 et formule F 4-7-2.

La déléguée a convenu du bien-fondé de cette observation et a indiqué que le point 3.2.2., alinéa 2, de l'annexe I, serait adapté en fonction de la deuxième phrase de l'article 18.

Examen du projet faisant l'objet de la demande d'avis 48.643/2/V

Préambule

Alinéa 1er

L'article 61*quinquies* de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, ne confère pas d'habilitation au Roi et il n'y pas lieu, par conséquent, de viser cette disposition au préambule.

Comme l'a indiqué la déléguée du secrétaire d'État, la mention de cette disposition sera remplacée par celle des articles 1er et 26 de la même loi.

Alinéa 4 nouveau

L'avis de la Commission de la protection de la vie privée ayant été demandé sur le projet, l'accomplissement de cette formalité non obligatoire pourrait être mentionné sous la forme d'un considérant dans un alinéa 4 nouveau (8).

Dispositif

Article 1er

Dans la version française du texte, au lieu d'écrire "et de l'article 71, § 2", il convient d'écrire "et à l'article 71, § 2".

(8) *Ibid.*, recommandation n/ 35.

Article 2

La rédaction de la phrase liminaire de l'article 2 ne tient pas compte de ce que les articles 72 et 73 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, qui suivent les dispositions rétablies, font partie du chapitre 2 du titre IV de cet arrêté.

La phrase liminaire de l'article 2 sera rédigée comme suit [9] :

"Après le titre IV du même arrêté, il est inséré un titre IV*bis*, comprenant les articles 73/1 et 73/2".

Dans le corps du texte il y a également lieu de remplacer les mots "Art. 71" et "Art. 72" par les mots "Art. 73/1" et "Art. 73/2".

Article 4

Comme en a convenu la déléguée du secrétaire d'État, dans la phrase liminaire de l'article 4, au lieu d'écrire "et modifiée par les arrêtés royaux des 28 avril 2006, 1er septembre 2006 et 4 avril 2007", il y a lieu d'écrire "et modifiée par les arrêtés royaux des 24 avril 2006, 1er septembre 2006, 4 mai 2007 et 16 juillet 2009".

Examen du projet faisant l'objet de la demande d'avis 48.644/2/V

Intitulé

L'intitulé doit être complété de manière à permettre d'identifier précisément l'objet du projet, en tenant compte notamment de son article 8, relatif à l'installation d'un éthylotest antidémarrage.

---

[9] *Ibid.*, formules F 4-2-3-5 et F 4-2-11-2.

Préambule

Alinéa 1er

Après les mots "61*quinquies*,", il serait plus précis d'insérer les mots "§ 3,".

De plus, comme en a convenu la déléguée du secrétaire d'État l'alinéa 1er doit être complété par la mention des dispositions de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, qui habilitent le Roi à adopter la disposition figurant à l'article 3, 2/ du projet.

Dispositif

Article 1er

L'article 1er du projet ne circonscrit pas de manière exacte la portée du projet. Cette disposition sera, soit précisée, soit omise.

Article 2

1. Ainsi qu'en a convenu la déléguée du secrétaire d'État, les dispositions qui ont trait au permis de conduire, trouveraient mieux leur place dans le projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis 48.643/2/V.

La même observation vaut pour l'article 6 du projet.

2. À l'alinéa 4, au lieu de renvoyer à "l'alinéa précédent", il conviendrait de renvoyer à la disposition correspondante de l'arrêté royal du 23 mars 1998, précité.

3. À l'alinéa 5, il y a lieu de préciser que le fichier central des permis de conduire est celui visé à l'article 74 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

Article 4

1. À l'alinéa 2, il y a lieu de supprimer comme étant redondant le membre de phrase "et pour l'accompagnement du conducteur qui a été condamné sur [la] base de l'article 37/1 de la loi," l'accompagnement du conducteur faisant parti intégrante du programme d'encadrement.

Par conséquent à l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer également les mots "l'accompagnement" par les mots "l'encadrement".

2. Au même alinéa 2, il ne se conçoit pas que la décision d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément puisse être prise par le SPF Mobilité et Transport. Les décisions de cette importance ne peuvent être prise que par le ministre qui a la circulation routière dans ses attributions.

Cette observation vaut également pour la suite du projet.

3. À l'alinéa 4, il y a lieu de supprimer les mots "au minimum" ceux-ci étant source d'insécurité juridique dans la mesure où ils donneraient à penser que d'autres conditions que celles prévues par l'arrêté pourraient également être exigées pour obtenir l'agrément et ceci, à la discrétion du ministre.

4. La portée des subdivisions 3/ et 4/, c) ("la qualité intégrale") et d) ("un plan financier") doit être précisée.

5. La phrase intercalaire entre le d) du 4/ et le 5/ de l'alinéa 4 doit être omise comme faisant double emploi avec la phrase introductive de l'alinéa 4.

6. Il n'appartient pas à un arrêté royal de rappeler l'application d'une loi. L'alinéa 4, 5/, sera omis.

La même observation vaut pour l'article 8, § 2, alinéa 2, 4/.

7.1. À l'alinéa 6, il y a lieu de prévoir que l'organisme est informé, non seulement de l'intention de suspension ou de retrait, mais aussi des motifs qui justifient cette intention.

De plus, dans la version française du texte, au lieu d'écrire "aux dispositions de cet arrêté", il convient d'écrire "aux dispositions du présent article".

7.2. De manière plus générale le Conseil d'État observe que le régime de suspension de l'agrément n'est que partiellement réglé par l'arrêté en projet. Celui-ci devrait être complété, notamment quant à la durée de la mesure.

Les observations sous 7.1. et 7.2. valent également pour l'article 8, § 2, alinéa 3.

8. À l'alinéa 7, il serait judicieux de prévoir que la suspension de l'agrément de l'organisme sera également publiée au Moniteur belge.

Cette observation vaut également pour l'article 8, § 2, alinéa 4.

Article 6

Cette disposition trouvera mieux sa place dans dans le projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", sur lequel la section de législation a donné ce jour son avis sur le projet 48.643/2/V.

Il est renvoyé à la deuxième observation relative à l'article 2.

La numérotation des dispositions subséquentes sera adaptée en conséquence.

Article 8

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il convient de prévoir que l'obligation vaut également en cas de changement de véhicule pendant la durée de la peine.

2. Le paragraphe 1er, alinéa 5, est contraire au principe de la légalité des infractions consacré par les articles 12 et 14 de la Constitution, principe en vertu duquel les infractions ne peuvent être définies que par une loi. Cette disposition doit être omise.

3. Dans la version française du texte, au paragraphe 2, alinéa 2, 7/, il convient d'écrire "le centre de services" et non "l'organisme".

4. L'attention de la déléguée du secrétaire d'État ayant été attirée sur les contraintes que la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances fait peser sur les entreprises d'assurances, celle-ci a convenu que l'article 8, § 3, du projet devait être omis et que l'article 11, alinéa 1er, du projet devait être adapté en conséquence.

Article 9

1. Il résulte de l'article 9, § 1er, du projet que les centres de services disposent de données codées de l'unité d'enregistrement de l'éthylotest.

Or, aux termes de l'article 4, § 1er, 5/, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel,

"[l]es données à caractère personnel doivent être :

5/ conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement. Le Roi prévoit, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, des garanties appropriées pour les données à caractère personnel qui sont conservées au-delà de la période précitée, à des fins historiques, statistiques ou scientifiques".

En vertu de l'article 1er, § 1er, de la même loi,

"[p]our l'application de la présente loi, on entend par «données à caractère personnel» toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable, désignée ci-après «personne concernée»; est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale".

Le texte à l'examen ne contient aucune limitation dans le temps des données concernées.

Comme celles-ci ne sont communiquées aux organismes d'encadrement que "codées", cette absence de limitation n'est admissible que si ces "codes" sont conçus de manière telle qu'ils ne permettent pas que la personne en cause soit "identifiée ou identifiable".

Il appartient à l'auteur du projet de s'en assurer (10). Et dans la négative le projet sera complété afin de prévoir la limitation requise par l'article 4, § 1er, 5/, de la loi précitée du 8 décembre 1992.

---

(10) Voir la remarque générale formulée sous les nos 26 et 27 dans l'avis précité n/ 21/2010 du 30 juin 2010 de la Commission de la protection de la vie privée.

2. Il pourrait être utile de prévoir, au paragraphe 1er, alinéa 1er, que le conducteur condamné présente "ou fait présenter par un tiers" son véhicule selon les modalités spécifiées dans cette disposition.

3. L'expression "territoire européen" est vague et doit être précisée.

4. Il y a lieu de préciser quels sont les "paiements" mentionnés au paragraphe 1er, alinéa 6, 8/.

Article 13

L'article 13 sera rédigé comme suit (11) :

"Le ministre qui a la Justice dans ses attributions et le ministre qui a la circulation routière dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

Observation finale

La rédaction du projet laisse à désirer et doit être soigneusement revue. Cette observation vaut tant pour la version française que pour la version néerlandaise.

---

(11) *Ibid.*, formule F 4-7-2.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LEWALLE,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PREMIER PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE R. ANDERSEN

CC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.642/2/V
48.643/2/V
48.644/2/V
VAN 26 AUGUSTUS 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 30 juli 2010 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over :

- een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de technische specificaties van de alcoholsloten bedoeld in artikel 61*sexies* van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer" (48.642/2/V);

- een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs" (48.643/2/V);

- een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het omkaderingsprogramma voor het alcoholslot" (48.644/2/V),

heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de ontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Opmerkingen die voor de drie ontwerpen gelden

Voorafgaande opmerking

De afdeling Wetgeving raadt de steller van de ontwerpen dringend aan om, voordat de ontworpen besluiten worden goedgekeurd, eerst contact op te nemen met de bevoegde diensten van de Europese Commissie om na te gaan of de activiteiten waarvoor het ontwerp een erkenning wil opleggen, of op zijn minst de activiteiten van de dienstencentra, binnen de werkingssfeer vallen van de artikelen 49 en volgende en 56 en volgende van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en van richtlijn 2006/123/EG van het Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt.

Onder voorbehoud van die opmerking worden de drie ontworpen besluiten onderzocht.

Voorafgaande vormvereisten

1. Het staat aan de steller van de ontwerpen ervoor te zorgen dat is voldaan aan het voorafgaande vormvereiste dat wordt voorgeschreven bij artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Indien het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van de onderzochte ontwerpen ertoe zou leiden dat een wezenlijk onderdeel van die ontwerpen wordt gewijzigd, dient de steller ervan ze bovendien opnieuw om advies voor te leggen aan de afdeling Wetgeving [(1)].

2. De steller van de ontwerpen moet er ook op toezien dat de adviezen van de inspecteurs van Financiën en de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting bij de dossiers van de adviesaanvragen 48.642/2/V en 48.644/2/V worden gevoegd.

Onderzoek van het ontwerp waarop adviesaanvraag 48.642/2/V betrekking heeft

Aanhef

Tweede lid

In het tweede lid van de aanhef moet worden verwezen naar de volgende bepalingen van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen die de grondslag van het ontworpen besluit

(1) Zie in die zin advies 45.848/4 van 16 februari 2009 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 10 mei 2009 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C+E, D, D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1, D1+E.

vormen : het gaat om artikel 12, § 4, artikel 15, § 2, artikel 21, artikel 22, §§ 1, 2 en 3, en artikel 30, §§ 1, 2 en 3, en 5, 1/.

Derde lid

Op het verzoek om uit te leggen waarom in de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 20 december 1972 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meetwerktuigen, en tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van hoofdstuk II van deze wet, over de meetwerktuigen heeft de gemachtigde van de staatssecretaris geantwoord dat dit besluit geen rechtsgrond verleent aan het ontwerp en niet door het ontwerp gewijzigd wordt. De gemachtigde is het ermee eens dat dit besluit, dat slechts van toepassing is voor zover het ontworpen besluit er niet van afwijkt, niet behoort te worden vermeld in de vorm van een lid dat begint met de woorden "Gelet op", maar vermeld kan worden in een lid dat begint met het woord "Overwegende".

Achtste lid

Aangezien het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer geen verplicht vormvereiste is, kan dit advies ook vermeld worden in een lid dat begint met het woord "Overwegende" (2).

(2) Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 35.

Algemene opmerkingen

In verscheidene bepalingen van het ontwerp wordt verwezen naar genormaliseerde voorschriften, zoals de NBN-normen of, door vermelding ervan in de Aanbeveling van de Commissie van 21 december 1999 betreffende veilige en efficiënte informatie- en communicatiesystemen aan boord van voertuigen : Europese verklaring inzake beginselen voor de mens/machine-interface waarnaar in artikel 4 wordt verwezen, naar ISO-normen.

Die normen worden niet officieel gepubliceerd, wat, aangezien ze door het ontwerp algemeen bindend worden verklaard, niet verenigbaar is met artikel 190 van de Grondwet.

Zoals de Raad van State al heeft opgemerkt, moet men zich er evenwel

> "van bewust zijn dat door de rigoureuze toepassing van deze regels, die uit de Belgische wetgeving voortspruiten, kan blijken dat ze niet geschikt en niet echt realistisch zijn en tot impasses leiden. Bij wijze van voorbeeld kan melding worden gemaakt van het internationaal vervoersrecht, inzonderheid wat het luchtvervoer betreft, waarin zich een grote toename voordoet van supranationale regelingen die dikwijls gewijzigd worden en die niet alleen gelden voor de Staten maar ook voor de operatoren en andere rechtssubjecten, voor wie een passende informatieverstrekking uiteraard onontbeerlijk is, maar waarbij een bekendmaking volgens de klassieke regels van het huidige Belgisch recht niet echt realistisch is [...]" (3).

Daarbij heeft de Raad van State ook de volgende bedenkingen gemaakt :

> "Nu de informatietechnieken het mogelijk maken een beveiligde toegang tot de gegevens te garanderen, inzonderheid via het internet, wordt aan de overheid voorgesteld na te denken over het uitvoeren van een zodanige aanpassing van de wettelijke bepalingen betreffende de bekendmaking van de in België geldende rechtsregels, zodat hoe dan ook de regels van afgeleid recht van internationale organisaties, vooral die welke bijzonder lang en van technische aard zijn en die frequent gewijzigd worden, op een andere wijze toegankelijk zouden zijn dan die welke bij de huidige wetgeving geregeld en opgelegd wordt, ook al hebben de

(3) RvS, jaarverslag 2005-2006, nr. 20, www.raadvst-consetat.be, tab "De instelling" en tab "Jaarverslagen".

vereisten inzake taalgebruik in de huidige wetgeving geen equivalent op supranationaal niveau [4] [5].

Onder voorbehoud van de resultaten van de studie die best uitgevoerd zou worden, zullen de moeilijkheden van een dergelijke wetgeving er inzonderheid in bestaan de gevallen af te bakenen waarin dergelijke toegang is toegestaan en er zich van te kunnen vergewissen dat die gevallen waarin toegang is toegestaan duidelijk zijn aangegeven en dat die toegang beveiligd is.

Het zou een goede zaak zijn mochten, ter gelegenheid van die denkoefening, andere moeilijkheden in verband met de toegankelijkheid van bepaalde rechtsregels onderzocht worden, bijvoorbeeld wanneer verwezen wordt naar technische normen, zoals ISO-normen, NBN-normen of andere normen opgesteld door groeperingen van privé-operatoren, welke kwestie des te acuter is daar voor de toegang tot de gedetailleerde omschrijving van die normen vaak moet worden betaald. [...]" [6].

Dispositief

Artikel 2

1. De redactie van het tweede lid doet vermoeden dat alleen de invoer van alcoholsloten uit de staten die in die bepaling worden vermeld, toegestaan is.

Op de vraag of de uitsluiting van invoer uit andere staten geen probleem doet rijzen in het licht van de geldende internationale overeenkomsten heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord :

"Selon le Service Métrologie du SPF Économie, on n'exclut aucun produit, pour autant que ce produit satisfasse aux prescriptions européennes ou équivalentes".

---

(4) *Voetnoot 16 van het voormelde verslag* : Heel vaak zijn die technische normen alleen in het Engels gesteld.

(5) *Voetnoot 17 van het voormelde verslag* : Voor een voorbeeld van moeilijkheden in verband met de verwijzing naar een uit een internationale overeenkomst afgeleid begrip dat niet bestaat in een van de landstalen, zie RvS (kortgeding), nv Heli Service Belgium, nr. 145.819 van 10 juni 2005.

(6) Voormeld verslag, nr. 20.

De steller van het ontwerp moet de redactie van het tweede lid aanpassen aan de aldus uitgedrukte bedoeling.

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 5, § 1, en 6, eerste lid, a), van het ontwerp.

2. Op de vraag of de nieuwe test die zoals bepaald in artikel 2, tweede lid, 4/, "volgens een willekeurig interval tussen 15 en 45 minuten" wordt uitgevoerd, slechts één keer, dan wel herhaaldelijk tijdens de hele duur van de rit plaats heeft, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris bevestigd dat de test daadwerkelijk tijdens de hele duur van de rit wordt herhaald. Die verduidelijking moet in de betrokken bepaling komen.

Artikel 3

Op de vraag wat onder "modelgoedkeuringen van beperkte strekking" in de zin van artikel 3, eerste lid, tweede zin, moet worden verstaan, heeft de gemachtigde van de Staatssecretaris verwezen naar artikel 5 van het voormelde koninklijk besluit van 20 december 1972. Het zou zinvol zijn in de tweede zin van artikel 3, eerste lid, te verduidelijken dat de woorden "modelgoedkeuringen van beperkte strekking" moeten worden begrepen in de zin van artikel 5.2 van het voormelde koninklijk besluit van 20 december 1972.

Artikel 4

De genoemde Aanbeveling van de Commissie van 21 december 1999 is geen communautaire rechtshandeling die rechtstreeks in het interne rechtsbestel geldt. Daaruit volgt dat de bepalingen waarnaar in artikel 4 wordt verwezen, moeten worden opgenomen in een regeling van intern recht, bijvoorbeeld in een bijlage bij het ontwerp, en artikel 4 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 5

1. Op de vraag of het woord "hij" in de zinsnede "voor zover hij in een lidstaat van (...) gevestigd is" slaat op de fabrikant dan wel op "zijn gevolmachtigde of elke aanvrager", heeft de gemachtigde van de staatssecretaris geantwoord dat de tweede interpretatie moet worden gevolgd.

Het is wenselijk dat de bepaling in die zin wordt verduidelijkt.

2. Op de vraag welk "testrapport" in artikel 5, § 2, eerste lid, wordt bedoeld, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris geantwoord dat het gaat om de rapporten die worden opgesteld naar aanleiding van de voorafgaande proeven van modelgoedkeuring vermeld in artikel 5, § 1, tweede lid, en in artikel 6 van het ontwerp. Die verduidelijking moet in de tekst komen.

3. In de Franse versie van paragraaf 2, tweede lid, van de tekst moet het woord "mode" worden ingevoegd tussen de woorden" permettre de vérifier et ajuster l'appareil en" en het woord "laboratoire".

Artikel 6

1. De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat het nuttig zou zijn om in het eerste lid, tussen de punten a) en b), het woord "of" in te voegen.

2. Op de vraag of de instelling bedoeld in artikel 6, eerste lid, b), altijd een nationale autoriteit moet zijn, heeft de gemachtigde van de Staatssecretaris het volgende geantwoord :

> "L'organisme peut être une autorité nationale (mais pas obligatoirement), mais il faut toujours que ce soit un laboratoire accrédité (donc reconnu dans l'État même ou dans un autre État)".

De betrokken bepaling moet in die zin worden verduidelijkt.

3. Op de vraag welke autoriteit de "verificatie" vermeld in artikel 6, tweede lid, uitvoert, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris geantwoord dat het krachtens artikel 5, § 1, om de dienst Metrologie gaat. Het zou nuttig zijn die precisering in de tekst op te nemen.

De gemachtigde is het er ook mee eens dat moet worden gepreciseerd dat die verificatie alleen betrekking heeft op de instellingen bedoeld in artikel 6, eerste lid, a).

Artikel 7

In de Franse versie is het verkieslijk te schrijven : "L'organisme transmet au Service Métrologique les résultats des essais préalables d'approbation de modèle ainsi que les trois exemplaires de la documentation".

In de Nederlandse versie schrijve men "De instelling" in plaats van "Het organisme". Deze opmerking geldt voor alle artikelen van het ontwerp.

Artikel 11

Het zou nuttig zijn, na de woorden "De proeven van eerste ijk, herijk en technische controle", de woorden "respectievelijk in de zin van de artikelen 18, 19 en 21 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen" in te voegen.

Artikel 15

Wat het derde lid betreft, moet worden verduidelijkt dat het begrip "omkaderingsinstelling" slaat op de instelling bedoeld in artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende het omkaderingsprogramma voor het alcoholslot dat eveneens in dit advies wordt behandeld (adviesaanvraag 48.644/2/V). De gemachtigde van de staatssecretaris heeft aangegeven dat die verduidelijking aan de tekst zou worden toegevoegd.

Opschrift van hoofdstuk 4

In de Nederlandse versie van het opschrift van hoofdstuk 4 schrijve men "Testprocedure die door de veroordeelde moet worden gevolgd". In de Franse versie van het opschrift van hoofdstuk 4 schrijve men "Procédure de test" in plaats van "Test de procédure".

Artikel 17

1. Het woord "gebruikershandleiding" kan beter worden vervangen door het woord "gebruiksaanwijzing", dat al voorkomt in artikel 4, tweede lid, van het ontwerp.

2. In plaats van "(...) houdt de veroordeelde rekening met het volgende" zou het beter zijn te schrijven : "(...) moet de veroordeelde de procedure volgen die in dit hoofdstuk wordt beschreven".

In te voegen opschrift

Tussen de artikelen 21 en 22 moet een nieuw opschrift worden ingevoegd, luidende : "Hoofdstuk 5 - Slotbepalingen".

Artikel 22

Artikel 22 moet als volgt worden gesteld :

"De minister bevoegd voor Justitie, de minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Wegverkeer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit" [7].

[7] *Ibid.*, aanbeveling nr. 167 en formule F 4-7-2.

Bijlage 1

De gemachtigde van de staatssecretaris is erop attent gemaakt dat punt 3.2.2., tweede lid, luidens hetwelk "De mondstukken (...) bij elke meting vervangen (moeten) worden", haaks staat op de tweede zin van artikel 18 van het dispositief, dat in de mogelijkheid voorziet om mondstukken onder bepaalde voorwaarden opnieuw te gebruiken.

De gemachtigde is het ermee eens dat die opmerking gegrond is en heeft verklaard dat punt 3.2.2., tweede lid, van bijlage 1 zal worden aangepast aan de tweede zin van artikel 18.

Onderzoek van het ontwerp waarop adviesaanvraag 48.643/2/V betrekking heeft

Aanhef

Eerste lid

Artikel 61*quinquies* van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, verleent de Koning geen machtiging. Er is bijgevolg geen reden om die bepaling in de aanhef te vermelden.

Zoals de gemachtigde van de staatssecretaris heeft aangegeven, zal de vermelding van die bepaling vervangen worden door de vermelding van de artikelen 1 en 26 van dezelfde wet.

Nieuw vierde lid

Aangezien over het ontwerp het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is ingewonnen, kan de vervulling van dit niet verplicht vormvereiste in de vorm van een overweging vermeld worden in een nieuw vierde lid [(8)].

(8) *Ibid*., aanbeveling 35.

Dispositief

Artikel 1

In de Franse versie van de tekst schrijve men "et à l'article 71, § 2" in plaats van "et de l'article 71, § 2".

Artikel 2

Bij de redactie van de inleidende zin van artikel 2 is er geen rekening mee gehouden dat de artikelen 72 en 73 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, die volgen op de herstelde bepalingen, deel uitmaken van hoofdstuk 2 van titel IV van dat besluit.

De inleidende zin van artikel 2 moet gesteld worden als volgt [(9)] :

"Na titel IV van hetzelfde besluit wordt een titel *IVbis* ingevoegd, die de artikelen 73/1 en 73/2 omvat".

In het corpus van de tekst moeten ook de woorden "Art. 71" en "Art. 72" vervangen worden door de woorden "Art. 73/1" en "Art. 73/2".

Artikel 4

In de inleidende zin van artikel 4 behoort "en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 april 2006, 1 september 2006, 4 mei 2007 en 16 juli 2009" te worden geschreven in plaats van "en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 april 2006, 1 september 2006 en 4 april 2007". De gemachtigde van de Staatssecretaris is het daarmee eens.

---

(9) *Ibid.*, formules F 4-2-3-5 en F 4-2-11-2.

Onderzoek van het ontwerp waarop adviesaanvraag 48.644/2/V betrekking heeft

Opschrift

Het opschrift moet zo worden aangevuld dat het onderwerp van het ontwerp nauwkeurig kan worden bepaald, rekening houdend gezien onder meer met artikel 8 ervan, dat betrekking heeft op de installatie van een alcoholslot.

Aanhef

Eerste lid

Het zou nauwkeuriger zijn na de woorden "61*quinquies*" de woorden "§ 3," in te voegen.

Bovendien moet het eerste lid aangevuld worden met de vermelding van de bepalingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op16 maart 1968, die de Koning machtigen de bepaling van artikel 3, 2/, van het ontwerp uit te vaardigen. De gemachtigde van de staatssecretaris is het daarmee eens.

Dispositief

Artikel 1

In artikel 1 van het ontwerp wordt de strekking van het ontwerp niet nauwkeurig omschreven. Deze bepaling moet ofwel gepreciseerd worden, ofwel vervallen.

Artikel 2

1. De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat de bepalingen die betrekking hebben op het rijbewijs veeleer thuishoren in het ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", dat de afdeling Wetgeving in dit advies behandelt onder adviesaanvraag 48.643/2/V.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6 van het ontwerp.

2. In het vierde lid behoort in plaats van te verwijzen naar het "voorgaande lid" verwezen te worden naar de overeenstemmende bepaling van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998.

3. In het vijfde lid behoort gepreciseerd te worden dat het centraal bestand voor de rijbewijzen het bestand genoemd in artikel 74 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs is.

Artikel 4

1. In het tweede lid moet het zinsdeel "en voor de begeleiding van de bestuurder die is veroordeeld wegens artikel 37/1 van de wet" als overbodig geschrapt worden vermits de begeleiding van de bestuurder een vast onderdeel is van het "omkaderingsprogramma".

.../...

Bijgevolg moeten in het derde lid ook de woorden "de begeleiding" vervangen worden door de woorden "de omkadering".

2. Wat hetzelfde tweede lid betreft, is het ondenkbaar dat het besluit tot erkenning, schorsing en intrekking van de erkenning genomen kan worden door de FOD Mobiliteit en Vervoer. Besluiten van dat niveau kunnen alleen genomen worden door de minister bevoegd voor het wegverkeer.

Deze opmerking geldt ook voor de rest van het ontwerp.

3. In het vierde lid moet het woord "minstens" vervallen, aangezien dit aanleiding geeft tot rechtsonzekerheid doordat het de indruk wekt dat nog andere voorwaarden dan die waarin het besluit voorziet kunnen worden gesteld om de erkenning te krijgen, naar eigen goeddunken van de minister.

4. De strekking van de onderdelen 3/ en 4/, c) ("de integrale kwaliteitszorg") en d) ("een financieel plan") moet gepreciseerd worden.

5. De tussenzin tussen 4/, d) en 5/ van het vierde lid moet vervallen om overlapping met de inleidende zin van het vierde lid te voorkomen.

6. In een koninklijk besluit hoort niet herinnerd te worden aan de toepassing van een wet. Het vierde lid, 5/, moet vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, § 2, tweede lid, 4/.

7.1. In het zesde lid behoort vermeld te worden dat de instelling niet alleen op de hoogte wordt gebracht van het voornemen om te schorsen of in te trekken, maar ook van de motieven die daaraan ten grondslag liggen.

Bovendien schrijve men in de Franse versie van de tekst "aux dispositions du présent article" in plaats van "aux dispositions de cet arrêté".

7.2. Meer in het algemeen merkt de Raad van State op dat de regeling inzake de schorsing van de erkenning slechts gedeeltelijk wordt vastgesteld bij het ontworpen besluit. Dit moet worden vervolledigd, onder meer wat de duur van de maatregel betreft.

De opmerkingen gemaakt in 7.1. en 7.2. gelden ook voor artikel 8, § 2, derde lid.

8. Het zou beter zijn in het zevende lid te bepalen dat ook de schorsing van de erkenning van de instelling in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 8, § 2, vierde lid.

Artikel 6

Deze bepaling hoort thuis in het ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", dat de afdeling Wetgeving in dit advies behandeld onder adviesaanvraag 48.643/2/V.

Er wordt verwezen naar de tweede opmerking betreffende artikel 2.

De nummering van de daaropvolgende artikelen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 8

1. In paragraaf 1, eerste lid, moet worden bepaald dat de verplichting eveneens geldt in geval van verandering van voertuig tijdens de duur van de straf.

2. Paragraaf 1, vijfde lid, is strijdig met het beginsel van de wettelijkheid van de strafbare feiten dat vastgelegd is in de artikelen 12 en 14 van de Grondwet, een beginsel krachtens hetwelk strafbare feiten alleen bij wet kunnen worden omschreven. Deze bepaling dient te vervallen.

3. In de Franse versie van de tekst schrijve men in paragraaf 2, tweede lid, 7/, "le centre de services" en niet "l'organisme".

4. De aandacht van de gemachtigde van de staatssecretaris is gevestigd op de verplichtingen die de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen aan verzekeringsondernemingen oplegt. Ze is het ermee eens dat artikel 8, § 3, van het ontwerp dient te vervallen en dat artikel 11, eerste lid, van het ontwerp dienovereenkomstig moet worden aangepast.

Artikel 9

1. Uit artikel 9, § 1, van het ontwerp blijkt dat de dienstencentra beschikken over gecodeerde gegevens uit de registratie-eenheid van het alcoholslotsysteem.

Nu is het zo dat luidens artikel 4, § 1, 5/, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

"persoonsgegevens (...) :

> 5/ in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, niet langer (dienen) te worden bewaard dan voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of verder worden verwerkt, noodzakelijk is. De Koning voorziet, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, in passende waarborgen voor persoonsgegevens die, langer dan hiervoor bepaald, voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden worden bewaard.".

Krachtens artikel 1, § 1, van dezelfde wet

"(wordt) voor de toepassing van deze wet (...) onder "persoonsgegevens" iedere informatie betreffende een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon verstaan, hierna "betrokkene" genoemd; als identificeerbaar wordt beschouwd een persoon die direct of indirect kan worden geïdentificeerd, met name aan de hand van een identificatienummer of van één of meer specifieke elementen die kenmerkend zijn voor zijn of haar fysieke, fysiologische, psychische, economische, culturele of sociale identiteit.".

De onderzochte tekst bevat geen enkele beperking van de betrokken gegevens in de tijd.

Aangezien deze alleen "gecodeerd" aan de omkaderingsinstellingen worden medegedeeld, is dit ontbreken van een beperking alleen aanvaardbaar indien deze "codes" zo opgevat zijn dat ze niet toestaan dat de betrokken persoon "geïdentificeerd of identificeerbaar" is.

De steller van het ontwerp moet zich hiervan vergewissen [(10)]. Indien dit niet het geval is, moet het ontwerp worden aangevuld om te voorzien in de beperking vereist bij artikel 4, § 1, 5/, van de voornoemde wet van 8 december 1992.

2. Het zou dienstig kunnen zijn in paragraaf 1, eerste lid, te bepalen dat de veroordeelde bestuurder zijn voertuig aanbiedt "of door een derde laat aanbieden" volgens de nadere regels gespecificeerd in deze bepaling.

3. De uitdrukking "Europees grondgebied" is vaag en moet worden verduidelijkt.

4. Er moet worden gepreciseerd wat de "betalingen" zijn waarvan in paragraaf 1, zesde lid, 8/, melding wordt gemaakt.

---

(10) Zie de algemene opmerking onder de nrs. 26 en 27 van het voormelde advies 21/2010 van 30 juni 2010 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 13

Artikel 13 moet als volgt worden gesteld [11] :

"De minister bevoegd voor Justitie en de minister bevoegd voor Wegverkeer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

Slotopmerking

De redactie van het ontwerp laat te wensen over en dient zorgvuldig te worden nagezien. Deze opmerking geldt zowel voor de Nederlandse als voor de Franse versie.

---

(11) *Ibid.*, formule F 4-7-2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LEWALLE, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY, kamervoorzitter.

DE GRIFFIER DE EERSTE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE R. ANDERSEN